

## Le Brexit enfin : à qui perd gagne ?



Vendredi 31 janvier 2020 est une date qui restera marquée dans l'Histoire : le jour où l'Union Jack fut retiré du hall d'entrée du Conseil européen et devant le siège du Parlement européen à Bruxelles. La soirée fut marquée par les manifestations de joie des partisans du « leave » mais également par les manifestations des partisans du « remain » dans l'Union.

Quelques jours avant le « Brexit Day », *Le Monde* a publié 4 textes qui traitaient ce sujet. Le premier est une tribune datant du 28 janvier de Kevin O'Rourke, un Irlandais professeur d'économie à la NYU Abu Dhabi et également conseiller municipal à Saint-Pierre-d'Entremont (Isère). Il est l'auteur d'Une brève histoire du Brexit. Deux autres ont été publiés le 30 janvier : une tribune d'Elvire Fabry et une interview de Ian Kershaw. La première est chercheuse à l'Institut Jacques Delors, où elle est en charge de la politique commerciale, de l'Europe dans la mondialisation et du Brexit. Elle est spécialisée dans les négociations commerciales bilatérales, l'investissement et la gouvernance mondiale. Ian Kershaw est quant à lui un célèbre historien britannique connu pour ses travaux sur Hitler et le nazisme. Parmi l'ensemble de son œuvre figurent une biographie de référence sur Hitler ainsi que, plus récemment, une grande Histoire de l'Europe au XXème siècle en deux volumes : L'Europe en enfer. 1914-1949 et L'Age global. L'Europe, de 1950 à nos jours. Enfin, une tribune fut publiée le 31 janvier, jour du Brexit, par Dominic Raab, le Premier secrétaire d'Etat de Boris Johnson et ministre britannique des affaires étrangères. Il fut également le ministre chargé du Brexit sous Theresa May, avant de démissionner en raison de son opposition avec l'accord conclu par cette dernière.

Afin de comprendre la situation actuelle du Royaume-Uni, il est utile de revenir sur le statut, la position particulière de ce pays au sein de l'Union européenne et de l'Europe plus généralement. Du fait de leur insularité, les Britanniques ont le regard tourné vers l'océan atlantique, et ce depuis longtemps. A la suite du congrès de Vienne, qui peut être regardé

comme une des premières tentatives de création d'un concert des nations formé par les grandes puissances européennes, l'Angleterre prit vite le parti de la non-intervention dans les affaires du continent (à noter l'exception de la Guerre de Crimée, 1853-1856). A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, le Royaume-Uni s'engagea encore plus dans une politique de « Splendid Isolation ». Au cours de son interview, l'historien Ian Kershaw rappelle brièvement l'histoire de l'intégration de l'Angleterre au sein de l'Union européenne. D'après lui, *il y a toujours eu un certain détachement du Royaume-Uni face au projet* et explique que Churchill n'incluait pas son propre pays dans les Etats-Unis d'Europe, qu'il appela de ses vœux lors de son grand discours de Zurich, en 1946. La volonté d'intégrer la Communauté économique européenne (CEE) émergea lorsque *dans les années 1950-1960, l'économie britannique perd la prédominance dont elle jouissait en Europe depuis l'après-guerre*. Pour l'historien, c'est à partir de Maastricht, en 1992, *[quand] commence à se poser la question d'une UE toujours plus intégrée, voire fédérale, [que] l'opposition à l'Europe se fait jour*. Le Brexit semble avoir tranché cette question de la place du Royaume-Uni au sein de l'Europe. Pour Kevin O'Rourke, *les Britanniques ont décidé ce qu'ils ne sont pas : ils ne sont pas européens*.

Il est nécessaire de revenir sur les causes plus immédiates du Brexit. Ian Kershaw estime qu'*on peut tracer une ligne droite depuis la crise financière de 2008 jusqu'au Brexit*. Il rappelle également que *la politique d'austérité qui a grandement touché le niveau de vie des Britanniques* est une des causes du vote en faveur du « leave » (quitter l'UE). Parmi les régions qui ont voté en faveur du Brexit se trouvent celles de Newcastle, de Manchester et du Pays de Galles, qui sont des régions traditionnellement travaillistes et qui avaient justement souffert des politiques d'austérité. Une autre cause de la sortie du Royaume-Uni de l'Union serait la crise des réfugiés. Les électeurs souhaiteraient maîtriser l'immigration et cette attitude *s'est encore durcie après que la chancelière allemande Angela Merkel a ouvert les portes de l'UE à plus de 1 million de réfugiés venant du Moyen-Orient, entre 2015 et 2016*. Kevin O'Rourke estime de son côté que les choix faits par les différents gouvernements britanniques sont largement responsables du résultat du Brexit. Il dénonce le fait de pointer du doigt l'UE comme responsable des difficultés économiques du pays. Il critique notamment le *modèle de main-d'œuvre à bas coût combiné à la City de Londres* choisi par les gouvernements successifs ainsi que la politique d'austérité menée par le gouvernement de David Cameron.

C'est en janvier 2013, il y a un peu plus de 7 ans, que le Premier Ministre David Cameron annonça dans son « Bloomberg Speech » la tenue d'un référendum au sujet de la sortie ou du maintien de son pays au sein de l'Union européenne. Celui-ci eut lieu le 23 juin 2016, et le « leave » l'emporta avec 51,9% des voix et un taux de participation de 72,2%. Au sujet de la campagne précédant le vote, Ian Kershaw estime que la campagne en faveur d'une sortie de l'UE *a joué sur la peur* mais il pointe également du doigt la campagne du « remain » (rester dans l'UE), qui *n'a jamais cherché à montrer les avantages qu'il y aurait à rester au sein des Vingt-Huit*. La répartition géographique du scrutin est particulièrement significative, en effet l'Ecosse (62%) et l'Irlande du Nord (55,8%) ainsi que le Grand Londres (59,9%) ont voté majoritairement en faveur du « remain ». Le Pays de Galles (52,5%) ainsi que l'Angleterre (53,4%), notamment le nord et le sud-est, ont voté majoritairement en faveur du

Brexit. Le risque d'une partition du Royaume-Uni a émergé à la suite du vote. La Première ministre écossaise Nicola Sturgeon a soulevé la question d'un nouveau référendum au sujet de l'indépendance de l'Écosse. En Irlande du Nord, les républicains de Sinn Féin ont appelé à la tenue d'un référendum pour la réunification de l'Irlande pour éviter le retour d'une frontière physique entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord. Ian Kershaw rappelle que *le référendum n'était que consultatif* mais que ne pas prendre le vote en compte aurait signifié *aller à l'encontre de la volonté du peuple*. Il rejoint ici Dominic Raab, qui explique que mener le Brexit à terme honore *la volonté populaire exprimée* lors du référendum. Pour Elvire Fabry, *le 31 janvier ne marque que la sortie politique du Royaume-Uni et la sortie juridique* reste à opérer.

Après le Brexit, quel avenir pour le Royaume-Uni ? Quel avenir pour l'Europe ?

La première étape de l'après-Brexit sera la période de transition jusqu'au 31 décembre 2020, au cours de laquelle l'Angleterre et l'UE vont devoir négocier pour essayer de trouver un accord commercial accepté par les deux parties. Elvire Fabry considère que *la tâche des négociateurs est colossale et infaisable dans le délai de onze mois de transition*, et qu'un report de la date butoir est inévitable. Pour elle, l'enjeu déterminant des négociations est de *garantir des conditions de concurrence égale entre le Royaume-Uni et l'Union européenne*. Boris Johnson tentera sûrement de *s'éloigner des réglementations européennes de manière différenciée* et pourrait *utiliser la pression d'une transition courte avec un risque de « no deal » fin 2020*. Kevin O'Rourke estime que *Michel Barnier, le négociateur en chef de la Commission [...] retiendra la formule « zéro tarif, zéro quota, zéro dumping »*. Pour lui, les Européens opteront pour des *règles du jeu équitables* mais les Britanniques *sont peu enclins à accepter des contraintes européennes*. Il pense qu'il existe *une légère incertitude concernant la mise en œuvre de l'accord* négocié par Boris Johnson. Un des sujets sensibles de l'après-Brexit et qui reste non-élucidé pour l'instant est le rétablissement ou non d'une frontière physique entre la République d'Irlande (et donc l'UE) et l'Irlande du Nord. L'accord négocié par Boris Johnson *octroie à l'Irlande du Nord un statut hybride à partir de 2021, à cheval entre le Royaume-Uni et l'UE*, mais la question reste brûlante.

Le résultat du vote a certainement eu un impact sur la vie politique britannique. Tout d'abord, la volonté des Britanniques de mener le Brexit à terme a été exprimée lors des élections générales du 12 décembre 2019. En effet, le Parti Conservateur a obtenu son meilleur score depuis 1987 et la légitimité de Boris Johnson pour mener le Brexit est désormais assise. De plus, les résultats du SNP, le parti nationaliste écossais, ont renforcé la tendance qui voit l'Écosse s'éloigner de plus en plus de l'Angleterre. Nicola Sturgeon a signifié à nouveau la volonté d'organiser un second référendum sur l'indépendance de l'Écosse. De plus, la question de la politique menée par le gouvernement de Johnson reste ouverte. Kevin O'Rourke se demande si *les conservateurs vont vraiment mener une politique d'investissement dans l'éducation, la formation, les infrastructures et les régions défavorisées*. En tout cas, pour lui le *grand bénéfice politique du Brexit* est que *Londres devra*

*non seulement choisir, mais assumer ses choix*, et ne pourra plus désigner l'UE comme bouc émissaire.

Sur le plan de la politique étrangère, Dominic Raab, ministre britannique des affaires étrangères, pense que le Brexit ouvre *la voie à un Royaume-Uni ambitieux, confiant et résolument global* (intégré dans la mondialisation). Son pays est redevenu *une nation indépendante, libre de déterminer son avenir*, ce qui résume la position des partisans du Brexit, qui souhaitent reprendre le contrôle (« take back control ») sur les affaires de leur pays. Le ministre a affirmé qu'il souhaitait *développer le commerce*, ce qui est confirmé par ses récents déplacements à l'étranger pour conclure des traités de commerce avec divers partenaires. Kevin O'Rourke rappelle que l'euroscepticisme a *été alimenté par le sentiment que le Royaume-Uni était avant tout un pays anglophone, et que sa famille politique naturelle était « l'Anglosphère »*. Un *accord de libre-échange avec Donald Trump a donc une importance symbolique et politique majeure* pour un gouvernement qui souhaite montrer que la « special relationship » (relation privilégiée) avec les Etats-Unis est plus forte que jamais. Néanmoins, estime O'Rourke, le *gouvernement de Johnson prend pour le moment des positions qui sont bien plus européennes que ne le souhaiterait Donald Trump*. A terme, un réalignement sur les positions américaines risque de provoquer une brouille avec la Chine. Le Royaume-Uni court le risque de s'isoler économiquement.

Du côté de l'Union européenne, Ian Kershaw estime que le *Brexit est un signal préoccupant* puisque *l'UE commence à se détricoter*. L'Europe doit faire face à un *retour des politiques de puissance* et doit *se protéger aussi bien de la Chine que de la Russie*, cela sans le soutien des Etats-Unis, qui sont *désormais un allié de plus en plus douteux*. Pour lui, les deux sujets prioritaires pour l'Union sont la *défense européenne*, qu'il faut rendre *plus intégrée et performante*, et celle des *migrations*. Ces deux questions majeures *conjuguées aux peurs nées de la mondialisation [...] alimentent la montée d'un national-populisme*. Ce vocable évoque bien sûr les heures sombres de l'Histoire européenne : les années 1930. S'il utilise ce terme, l'historien britannique considère néanmoins que les *différences sont plus nombreuses* par rapport aux points communs entre la situation actuelle et les années 1930. En effet, sur le plan économique il n'y a rien de comparable avec la Grande Dépression et le principe du suffrage universel n'est pas remis en cause.

Même si le Royaume-Uni a officiellement quitté l'Union européenne le 31 janvier 2020 à minuit, la question du Brexit va sûrement continuer à préoccuper les Britanniques pendant encore un moment. Le pays vient d'entrer dans la période de transition et de grandes incertitudes planent sur l'avenir : accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et l'UE ? « No deal » ? Accord avec les Etats-Unis ? Croissance de l'économie britannique ? Apparition d'un Singapour-sur-Tamise aux portes de l'Europe ? Eroulement de la livre ? Tous les scénarios sont possibles.

**Gustave MOUNIER (TL1), le 9 février 2020**